

Ce que le gouvernement veut faire pour les migrants

13h00 , le 6 août 2017

L'exécutif veut distinguer clairement entre populations menacées et migrants économiques. Objectif : traiter plus vite les demandes et mieux accueillir les réfugiés, tout en expulsant les déboutés.



Le ministre de l'Intérieur, Gérard Collomb. (Reuters)

•
•
•

L'épineuse gestion des réfugiés, ou l'épreuve du réel pour l'exécutif. Sur le dossier sensible des migrants, sur lequel tant de gouvernements se sont cassé les dents depuis l'installation de la "jungle" dans les environs de Calais il y a plus de quinze ans, Gérard Collomb, actuel ministre de l'Intérieur, défend une politique équilibrée : il s'agit de "concilier efficacité et générosité", explique-t-il dans l'interview qu'il accorde au *JDD*. La formule n'est pas nouvelle. Elle aurait parfaitement pu être utilisée par le gouvernement précédent. Elle résume aussi à merveille la méthode politique du macronisme, ce fameux "et en même temps", consistant à concilier les deux termes, parfois contradictoires, d'une alternative pour trouver un point de passage consensuel.

Lire aussi : [Gérard Collomb sur les migrants de Calais : "Il faut éviter les infrastructures fixes"](#)

Projet de loi sur l'immigration présenté à l'automne

Sur le papier, cette position est louable. Mais elle se heurte, brutalement, à la réalité. D'abord parce qu'elle ne résout en rien le problème des migrants en errance, du moins à court terme. Le président Emmanuel Macron s'y était engagé fin juillet à Orléans : plus de femmes et d'hommes "dans les rues, dans les bois". **Le gouvernement a ainsi prévu de créer, pour les demandeurs d'asile, 3.500 places en 2018 et 4.000 places en 2019. De 44.000 places en 2012, la capacité d'accueil de la France passera à 88.000 places en 2019. Des places qui seront réparties sur tout le territoire, selon un ratio démographique. Pour ceux qui obtiendront le statut de réfugié, 5.000 places supplémentaires seront ouvertes en 2018 et 2019.**

Et pour les autres? Là encore, Gérard Collomb s'en sort par une distinction, plutôt classique, entre "ceux qui fuient guerres et persécutions", éligibles au statut de réfugié, et les migrants économiques, qui ne le sont pas. Toute la question est d'opérer le tri entre ces deux catégories. Efficacement, humainement et rapidement. Ce sera l'un des objectifs du projet de loi sur l'immigration, qui sera présenté à l'automne et visera à réduire à six mois le délai nécessaire (actuellement un an) pour obtenir une réponse de la Cour nationale du droit d'asile. Une fois ce tri effectué, il s'agira de reconduire à la frontière ceux qui ne sont pas éligibles à un statut de réfugié afin d'éviter qu'ils ne s'égaillent dans la nature.

Un délicat exercice d'équilibrisme politique

Ce défi, aucun gouvernement n'a été capable, ces dernières années, d'y répondre de façon satisfaisante. Emmanuel Macron, lui, ambitionne d'agir en amont, en tarissant les flux à la source. Une mission de l'Ofpra, l'Office français de protection des réfugiés et apatrides, se rendra prochainement au Niger pour y examiner les dossiers sur place. Mais la proposition du Président de créer des "hot spots" en Libye se révèle pour l'heure inenvisageable, au vu de l'absence d'État stable dans ce pays. D'où les récents efforts du Président pour accélérer le processus de réconciliation nationale et l'installation d'un gouvernement légitime en Libye. Mais il n'y a pas que l'efficacité, il y a aussi la morale.

"Pour être généreux, il faut être efficace. Si on est efficace sans être généreux, on a un problème politique. Et inversement", résume-t-on Place Beauvau. Délicat exercice d'équilibrisme politique : le gouvernement doit donc se montrer "efficace" contre l'immigration clandestine, mais sans choquer sur sa gauche, qui l'accuse de se limiter à la seule réponse policière. Et qui dénonce la politique de "tri" entre les migrants acceptables et ceux qui ne le seraient pas, d'autant plus qu'elle commencera désormais avant même leur arrivée en France... Le gouvernement doit aussi se montrer "généreux", mais sans exaspérer à sa droite, en prêtant le flanc aux accusations de laxisme face à l'immigration clandestine. Dans un contexte où l'opinion se montre de plus en plus hostile à l'installation de nouveaux centres d'accueil...

Alors qu'il était ministre, puis candidat à la présidentielle, Macron en avait toujours appelé à la compassion des Européens à l'égard des réfugiés, ce qui l'avait opposé au Premier ministre d'alors, Manuel Valls. Mais c'était une autre époque. Celle où Emmanuel Macron n'était pas encore au pouvoir. À l'épreuve du réel.